

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 05 février 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2026-017105 relatif au projet **de construction d'une centrale au sol agrivoltaïque de moins de 997,5 kWc au lieu-dit Kergonan sur la commune de Saint-Nicolas-du-Pélem (22)**, déposé par les sociétés De Kerfornan, reçu et considéré complet le 20 avril 2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n° « 30. Installations photovoltaïques de production d'électricité d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc et inférieure à 1 MWc » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- installation de 1 596 modules photovoltaïques d'une hauteur minimale de 2 m et maximale de 3,63 m, correspondant à une surface projetée d'environ 4 100 m², sur une parcelle de 4,3 ha, pour une capacité de 997,5 kWc ;
- installation d'un poste électrique de livraison et de transformation, de réseaux secs enfouis et hors sol, d'un chemin de circulation périphérique de 4 m de largeur pour accéder aux

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

installations, d'une clôture grillagée périphérique, d'une citerne incendie de 120 m³ et de deux portails d'accès ;

- raccordement au réseau électrique envisagé sur la ligne haute tension HTA située à environ 390 m, via un poste de livraison avec une liaison le long de la voirie existante ;
- conçu pour permettre le maintien de l'activité agricole ;

Considérant la localisation de ce projet :

- sur une parcelle située au lieu-dit Kergonan, en zone agricole, classée A par le plan local d'urbanisme (PLU) de Saint-Nicolas-du-Pélem, approuvé le 2 février 2016 et dont la dernière procédure date du 15 juin 2021 ;
- sur une parcelle agricole correspondant à une prairie temporaire, selon le registre parcellaire graphique (RGP) 2024 ;
- à environ 350 m à l'est du site Natura 2000 n° FR5300007 « têtes de bassin du Blavet et de l'Hyères », zone spéciale de conservation (ZSC) au titre de la directive « Habitats, faune, flore » (92/43/CEE) ;
- à proximité immédiate d'une ligne aérienne moyenne tension ;

Considérant que :

- la hauteur modérée des panneaux, la topographie, le maintien des haies existantes et des boisements en bordure de la future centrale limiteront la perception visuelle de l'installation dans le paysage proche et lointain ;
- les panneaux photovoltaïques non jointifs fixés sur les tables et l'écartement de 7,43 m entre les rangées de deux tables favoriseront la répartition des eaux de pluie et permettront le développement de la végétation sous et entre les panneaux ;
- la topographie et la distance entre les équipements bruyants de la centrale et les habitations limiteront les nuisances sonores ;
- la parcelle ne présente pas de sensibilité particulière en matière de biodiversité, du fait de son historique ;
- le type de clôture choisi assurera le passage de la petite faune ;
- le raccordement au réseau électrique est effectué à proximité sans impacter de milieux sensibles ;
- les panneaux seront installés en dehors des secteurs humides, d'après le dernier inventaire réalisé par le syndicat de bassin et selon les cartes de pré-localisation des zones humides potentielles ;

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **de construction d'une centrale au sol agrivoltaïque de moins de 997,5 kWc au lieu-dit Kergonan à Saint-Nicolas-du-Pélem (22)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,

Madame MESTRES Aurélie
Le vendredi 22 mai 2026